

La Chine : quarante ans de réformes et d'ouverture (1978-2018)?

Leçons et perspectives

Stéphanie BALME (CERI-SciencesPo.), jeudi 22 novembre 2018, INSEAD Fontainebleau



Nous sommes en novembre 2018, il y a 40 ans, le 18 décembre 1978 la Chine a décidé de révolutionner sa politique pour devenir un État moderne, avec la politique de réforme et d'ouverture. C'est pourquoi Stéphanie Balme, directrice de recherches à SciencesPo.-CERI, a décidé de consacrer son intervention ce jeudi 22 novembre à l'INSEAD : « La Chine, 40 ans de réformes et d'ouverture (1978-2018) ? Leçons et perspectives ». Ce qui permettra de comprendre les réformes chinoises, quelles ont été leurs étapes, et ce que sera la Chine dans les 40 prochaines années. On oublie trop souvent que la Chine a commencé à se réformer bien avant l'Union Soviétique. Elle a donc vu ce pays se réformer lui aussi, mais en ne voulant surtout pas devenir comme elle. Stéphanie Balme propose donc de faire un arrêt sur image de ces 40 dernières années, de montrer les enjeux de la montée de la Chine dans le monde, qui sera suivi d'un débat avec le public. Pour cela, nous nous poserons 3 questions: la première sera la possibilité de rationaliser ce qui s'est passé en 4 décennies, ensuite on parlera des leçons que l'on peut tirer pour anticiper l'avenir de la Chine, enfin quelles seront les perspectives pour le reste du monde de la montée en puissance de la Chine.

Pour commencer son développement, Stéphanie Balme parle de la transition de régime qu'a subie la Chine dans les années 1970. Le 18 décembre 1978, le Comité Central du Parti Communiste Chinois se rassemble, c'est l'aboutissement de deux longues années de transition politique, qui ont été relativement douces, et qui suivent le décès en 1976 des deux personnalités politiques les plus importantes des trente dernières années, le Premier Ministre Zhou Enlai, et bien évidemment le Président Mao Zedong. Deng Xiaoping revient au pouvoir, cela fait 20 ans qu'il a le projet de réformer la Chine, qui était dans une situation de chaos extrême, dans une misère totale, sans universités, et sans intellectuels. Cela accompagné d'une pénurie de production industrielle. Cette année représente pour les Chinois « l'Année Zéro ». Cette politique de réformes sera menée par des principes que l'on

nomme les quatre modernisations : l'agriculture, l'industrie, la défense, ainsi que les sciences et technologies. En 1979, une réunion du Comité Central décide de réfléchir sur l'action de la Chine concernant le discours politique chinois, le bilan de l'époque maoïste, qui a été caractérisé par une suite de campagnes politiques de masse (comme les "cent fleurs", le Grand Bond en Avant ou la Révolution Culturelle). Cette réunion fera de l'époque maoïste le « désastre national », qui pour les Chinois a une connotation aussi forte que la Shoah pour les Européens. Cependant, on considère que Mao n'est pas entièrement responsable de ses actes, qu'il a été mal conseillé, notamment par son épouse. Ce qui amène au procès de la « bande des 5 » : les 4 idéologues du parti, ainsi que l'épouse de Mao Zedong. Ce procès aura une grande importance en Chine, il sera le symbole des réformes d'ouverture, accompagné par la construction d'un système juridique.

La période 1978-83, huit années avant la Perestroïka, est une période de transition qui se passe bien au sein du PCC, cependant cette transition est catastrophique pour la société chinoise, qui est ultra-politisée, tant la société urbaine que la société des jeunes qui ont été déplacés pendant la Révolution Culturelle et qui retournent chez eux, cette génération s'appellera la « génération sacrifiée ». C'est d'ailleurs elle qui demandera une cinquième modernisation, celle de la démocratisation, exprimée par le « printemps de Pékin » en 1989. Deng Xiaoping, qui était le Gorbatchev de l'époque, celui qui allait moderniser la Chine, créa 4 principes. Pour Deng Xiaoping, la voie socialiste, la dictature du peuple, le rôle du PCC, la pensée de Mao et le marxisme-léninisme restent le « catéchisme » du PCC. Dans la réforme économique, il y a une centralisation politique, c'est le PCC ainsi que Pékin qui décident. Il y a au contraire une décentralisation économique dans les collectivités locales. Une chose importante entre 1978 et 1984 : les villes ne sont pas touchées par les réformes. La première phase est de sortir la campagne et le monde paysan de la pauvreté, il y a une ouverture économique dans les campagnes.

En 1983-1984, il y a une montée en puissance des anti-PCC dans les villes, qui s'exprime par exemple avec le Printemps de Pékin. Suite à cela, le gouvernement décide d'appliquer les réformes aussi aux villes, afin d'éviter une lutte politique croissante. Les réformes dans les villes sont principalement tournées vers le renouveau des entreprises d'État, qui étaient les premières employeuses en Chine. Cette réforme permet de libéraliser le marché avec une création de petits entrepreneurs privés, se développant par le cinéma chinois, ou encore le roman...

La troisième étape est une étape cruciale (1992-2001) : c'est l'entrée de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce, avec beaucoup d'inquiétudes, cette entrée nécessitant quelques règles économiques. De plus, la Chine redoutait de devoir se réformer et devenir ainsi comme l'Union Soviétique, c'est-à-dire la fin du PCC et une destruction du pays.

La dernière étape (décembre 2001-aujourd'hui), est l'expansion économique de la Chine, avec une explosion du commerce chinois dans le monde. Au cours de ces quarante ans, la Chine a réussi à se glisser bien souvent dans les premiers rangs mondiaux dans plusieurs domaines. La Chine est le premier pays à lutter contre la pauvreté dans le monde depuis vingt ans. Il y a une baisse considérable de la pauvreté, cependant l'indice de Gini, qui mesure les inégalités, ne cesse d'augmenter : tous les Chinois sont tirés vers le haut, mais certains beaucoup plus rapidement que d'autres. Ces inégalités se confrontent en partie à cause d'une centralisation politique et d'une décentralisation économique : Pékin fixe les politiques et ce sont les administrations locales qui définissent le budget, plus ou moins important selon les régions, de ce fait certaines administrations ne peuvent pas appliquer toutes les politiques de Pékin. Ensuite, la Chine est le premier exportateur de biens manufacturés, et a aussi le meilleur taux de croissance de l'Indice de Développement Humain (IDH). Cet indice comprend par exemple l'accès à l'école, la part des filles dans ces écoles, l'accès aux soins... Cependant, tous ces

résultats ont entraîné des problèmes graves et importants : en grande partie, la crise environnementale. La Chine fait face à une contradiction gigantesque ; « consommer moins ou respirer mieux ». Par exemple à Pékin, le gouvernement a mis en place le système de conduite alternée, cependant des associations de consommateurs se sont fortement opposées au programme, avec un refus absolu. Mais encore, on ne peut pas régler sans la Chine un grand nombre de problèmes globaux, y compris la question environnementale, la Chine représentant 22% de la population mondiale, avec des terres arables, des ressources en eau qui sont en train de se réduire considérablement, entraînant une perte de l'espace vital. C'est pourquoi on observe un achat massif de terres par la Chine, en Amérique latine, en Afrique ou encore dans certaines régions d'Asie du Sud-est.

Aujourd'hui en Chine, la question n'est plus de se demander si le gouvernement est conscient de cette situation puisque il en redoute les conséquences et il est particulièrement effrayé de 2 situations. La première est la possibilité d'une crise économique en Chine, issue de la bulle immobilière, et en particulier si la Chine perd de la croissance, en passant par exemple de 7% à 2%, cela engendrerait une crise presque insurrectionnelle. La deuxième peur du gouvernement est bien la crise environnementale. Cette crise serait le fruit de la modernisation, mais aussi l'héritage du maoïsme, puisque en 1978, quand Deng Xiaoping devient le seul maître à bord, il est face à un pays qui est complètement détruit. La première loi adoptée par le gouvernement était une loi de protection environnementale. Ce problème écologique a donc bien plus de 40 ans, il est d'une certaine manière un héritage du maoïsme. Le gouvernement chinois a donc monté une politique extrêmement ambitieuse en matière de protection environnementale, afin de mettre un terme à ce problème qui risquerait de causer la fin écologique du pays, d'où l'implication de Xi Jinping dans la COP21. En même temps et paradoxalement, les Chinois aspirent à un niveau de confort qui est celui du monde occidental et américain. L'exemple du 'village du bonheur' qui est un des prototypes des banlieues chinoises, ressemblant aux banlieues occidentales. Ces espaces présentent des objectifs de confort absolu, avec des écrans géants, des voitures à n'en plus finir, des pavillons de très grandes surfaces avec une famille par pavillon. Si l'on met en perspective cela avec 1,45 milliards d'habitants, c'est absolument irréalisable. Cela crée un paradoxe entre le projet du PCC, qui est d'assurer un confort de vie aux classes moyennes et supérieures avec un confort toujours plus grand, qui est aussi le modèle que nous renvoyons, qui est totalement incompatible avec une réforme écologique.

Quid alors des réformes politiques ? Au regard de ces 40 ans d'histoire, les réformes économiques ont été absolument remarquables, à l'inverse, au niveau des réformes politiques, il y a une régression considérable, avec une politique chinoise actuelle qui est aujourd'hui composée de sujets sensibles, comme la démocratisation, la séparation du parti et de l'État, la place de la société civile, les médias... tout cela formant des sujets tabous, qui ne l'étaient pas il y a 40 ans, au moment de l'ouverture post maoïste. L'Histoire officielle chinoise dit qu'il y a plusieurs générations de dirigeants chinois, depuis 1949. C'est donc une histoire totalement construite, avec 5 générations. La première est celle de Mao Zedong, avec l'instauration de la République Populaire, ensuite Deng Xiaoping, puis Jiang Zemin, Hu Jintao, et pour finir Xi Jinping, l'actuel président de la RPC, né en 1953, et qui est donc issu de la génération ayant vécu la Révolution Culturelle avec souffrance. Il a un rapport, ainsi que tous ses congénères, extraordinairement ambigu avec le maoïsme. Il y a aujourd'hui une grande question au cœur des débats : assistons-nous à un retour au maoïsme ? Compte tenu du culte de la personnalité de l'époque Mao qui semble se réinstaller, ainsi que de la centralisation extrême du pouvoir, qui implicitement semble se créer pour Xi Jinping. Tout cela ressemble au schéma de l'ère maoïste, un modèle que l'on retrouve chez Xi Jinping. Ces cinq générations de dirigeants ont donc apporté quelque chose de différent, bien qu'il y ait une continuité très forte sur ce que voulait devenir le PCC de Deng Xiaoping. Cependant, il semble qu'il y ait aujourd'hui une vraie différence avec Xi

Jinping, et en particulier depuis le printemps dernier, avec l'instauration d'une nouvelle règle constitutionnelle, qui annule la limite de deux mandats pour les Secrétaires Généraux du PCC. Il casse donc la règle des dix années (deux mandats de cinq ans) de gouvernance à la tête de la Chine. Ce qui permettrait à Xi Jinping de réaliser plus de mandats s'il reste secrétaire général plus de dix ans. Entre 1978 et 2012, on observe de grands changements au niveau de la Chine. Premièrement, il y a la création d'une nouvelle constitution de l'État chinois, bien que celui-ci ne souhaitait pas devenir un Etat de droit, mais plutôt un Etat avec des droits, ce qui était déjà une grande révolution, de plus le PCC est aussi réformé, avec l'instauration d'une nouvelle charte. De plus, Deng Xiaoping a aboli le culte de la personnalité, et a créé un bureau politique avec un pouvoir décisionnaire de façon collégiale, une réelle égalité s'instaure entre ses membres, puisque aucune tête ne pouvait s'affirmer par rapport aux autres. Une des autres grandes évolutions était la suppression des campagnes de répression, la dernière étant celle de 1983. Il y avait aussi une grande forme de prédictibilité sur l'organisation du pouvoir, avec une passation de pouvoir calculée au mois près. On pouvait donc faire un planning très précis du calendrier politique chinois. Ce qui était utile pour les hommes d'affaires, qui savaient quand se rendre en Chine, et à qui parler...

Pour éclairer l'ère particulière de Xi Jinping, Stéphanie Balme nous montre deux photographies, l'une représentant Madame Mao lors de son procès, et l'autre représentant l'épouse du dirigeant chinois Monsieur Bo, qui était le principal rival de Xi Jinping, personnalité désormais en prison. Il y a un parallèle très fort entre ces deux photos, qui peuvent attester d'un retour à l'époque maoïste, ce qui affirmerait que cette époque n'a jamais réellement disparu, et qu'elle revient aujourd'hui. 5 à 6% de la population chinoise est membre du parti, ce qui représente une « petite » part, cependant la sociologie présente dans le parti chinois fait que les membres sont issus d'un groupe dominant très spécifique : les membres sont souvent les plus riches, les mieux éduqués, les mieux connectés... Cela montre l'importance stratégique du PCC dans la vie politique chinoise, puisqu'elle rassemble l'élite chinoise. Le système juridique chinois a subi aussi plusieurs réformes, en 1949, le système change complètement de forme, Mao importe le modèle soviétique du droit, après il n'existe plus de normes, en partie à cause de la Révolution Culturelle. Enfin en 1978, la Chine recommence à mettre en place un système juridique. Premièrement, en comparaison, l'économie a été réformée, la politique aussi, et elle retourne peut-être aujourd'hui dans un système plus ancien, voire proche du maoïsme. Stéphanie Balme se demande s'il existe à présent un système juridique : oui sur la forme, non sur le fond. Madame Balme nous présente un diagramme circulaire représentant la formation du droit en Chine depuis 40 ans. Pendant ces années, la Chine a réellement construit un système juridique à part entière : en 1978, il y avait seulement une cinquantaine d'avocats en Chine, aujourd'hui il y a plus de 200 000 avocats. Dans un même temps, il existait trois facultés de droit, aujourd'hui elles sont plus de 900 en Chine. Il a donc fallu créer des lois et former du personnel, mais paradoxalement cela ne conduit pas à un État de droit. La Chine s'est donc inspirée de tous les systèmes juridiques, par exemple son droit environnemental est très italien, tandis que celui sur la santé est très largement français. De plus, il n'y a pas de hiérarchie des normes, ainsi que très peu de droit constitutionnel : aujourd'hui il est interdit d'enseigner le droit constitutionnel en Chine ! Cela ne crée donc pas un réel système juridique, mais plutôt un ensemble de lois: Quelques lois constitutionnelles ont été créées jusqu'en 1990, les lois de sécurité publique sont presque toutes établies après 1996, avec un pic de création de ces lois entre 2005 et 2011, période représentant l'ouverture au monde de la Chine, notamment par les Jeux Olympiques. Un des autres volets importants est la politique internationale. Par exemple une délégation chinoise se rend à Paris en 1989, pour tendre la main à tous les pays occidentaux. Cependant Xi Jinping applique un schéma différent, avec une ouverture moins forte...

La présentation de Stéphanie Balme est suivie d'un débat avec le public. Voici les principales questions :

-L'entrée de la Chine à l'OMC est-elle une erreur, puisque la Chine, un régime totalitaire, est devenue le géant du commerce, qu'allons nous devenir, nous qui sommes de petits pays démocratiques?

Premièrement, il y a une vraie différence entre totalitarisme et autoritarisme, le Chine n'est pas un régime totalitaire, c'est une société très ouverte avec un régime politique fermé. De plus, il y a des démocraties très pauvres comme très riches, il n'y a aucun lien entre capitalisme et démocratie. Enfin, c'est un tort de considérer que nous sommes faibles, nous sommes une démocratie et même les Chinois reconnaissent que c'est une force.

-Que pensez-vous de la posture de Trump avec la Chine, les États-Unis doivent-ils se sentir en danger ?

Les États-Unis et la Chine forment un des grands binômes de ce début de XXIe siècle. En tant qu'Européens, nous n'avons pas trop à craindre quand ils sont en désaccord. De plus, la guerre commerciale américaine est en réalité une guerre technologique, et ils ont très bien compris qu'ils allaient perdre cette guerre. Ils jouent aujourd'hui la montre pour essayer de diminuer l'écart qui va se creuser dans les années à venir. La Chine quant à elle n'est pas très inquiète puisqu'elle possède une grande partie de l'économie américaine via la dette, ce qui crée une dépendance forte des États-Unis.

-Y a-t-il une forme de démocratie au sein du parti communiste, comment entre-t-on dans le parti ?

Il existe aussi 8 petits partis démocratiques en Chine, ce depuis les années 1930. Pour répondre à la question, il y a eu des années où les idées au sein du parti étaient très variées, sous Deng Xiaoping, ainsi que dans les années 90. Il y a donc une forme de débat politique... mais de plus en plus restreinte.

Maxime MERCIER (1ES2-SEA), 17 décembre 2018